

Budget 2020 : Macron recule sur les suppressions de postes dans la fonction publique

Les effectifs de la fonction publique d'État seront presque stables en 2020. Ils ne baisseront que de 10 500 postes sur le quinquennat.

Par Marc Vignaud

Publié le 27/09/2019 à 07:52 | Le Point.fr

Emmanuel Macron et Gérard Darmanin assument de réduire le rythme des suppressions de postes dans la fonction publique d'État.

« On a un certain sentiment de solitude quand on baisse la dépense publique. » L'aveu est signé Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances devant la presse, lors de la présentation du projet de budget 2020, jeudi après-midi. Avec Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics, il a annoncé que le gouvernement ne tiendrait pas l'objectif, pourtant revu à la baisse, de supprimer 15 000 postes de fonctionnaires d'État pendant le quinquennat. Ce sera finalement 10 500. Loin, bien loin de la promesse initiale de campagne d'Emmanuel Macron d'en supprimer 50 000 sur ce périmètre et 70 000 de plus dans la fonction publique territoriale. La crise des Gilets jaunes, avec leur demande de maintien des services publics sur le territoire, est passée par là. À l'Éducation nationale, qui regroupe une grosse partie des fonctionnaires d'État, Jean-Michel Blanquer a, par exemple, obtenu que ses effectifs ne baissent plus, ou quasiment plus, d'ici à 2022.

Mais ce chiffre global de 10 500 masque des plus et des moins. Pour y parvenir, l'État devra avoir supprimé 27 500 postes en tout entre 2017 et 2022, des coupes qui seront en partie compensées ailleurs, dans certains ministères, notamment les ministères régaliens de l'Intérieur, de la Justice et des Armées. Dans le détail, le ministère des Comptes publics aura supprimé 10 000 postes entre 2017 et 2022, devant le ministère de l'Écologie et des Transports et les opérateurs de l'État (5 700). Les ministères du Travail et de la Santé (hors hôpitaux) en auront supprimé 5 100 chacun. Quant au Ministère de l'Économie et des Finances, il aura assumé 1 300 suppressions de postes.

Seulement 47 postes supprimés en 2020

Encore faudra-t-il que le gouvernement tienne cet objectif. C'est loin d'être gagné. En 2018, en net, 1 079 postes ont été supprimés et 4 164 devraient l'être en 2019. Mais l'année prochaine, le gouvernement reconnaît que les effectifs resteront quasiment stables (- 47 postes). Au final, il faudra donc supprimer 5 210 postes nets en deux ans (2021 et 2022) pour atteindre l'objectif des 10 500. La stabilité des effectifs en 2020 masque des baisses importantes au ministère des Comptes publics (- 1 653 postes) ou à la Transition écologique et solidaire (- 797 postes), ministère dont les crédits augmentent par ailleurs de 800 millions d'euros en incluant les Transports et de fortes augmentations à la Justice (+ 1 520) et au Ministère de l'Intérieur (+ 1 347). Le ministère de l'Économie et des Finances, plus petit, devrait supprimer 282 postes. En revanche, des opérateurs comme Pôle emploi ou l'Ofpra, qui gère les demandes d'asiles, verront leurs effectifs progresser respectivement de 1 000 et 189 postes.

Quant aux collectivités locales, elles devraient bien réduire leurs effectifs, car elles doivent empêcher leurs dépenses annuelles de fonctionnement d'augmenter plus de 1,2 %. Mais le chiffre ne devrait être connu que fin 2020. Officieusement, le gouvernement espère encore pouvoir afficher 70 000 suppressions de postes comme promis. Ce qui voudrait dire qu'Emmanuel Macron aurait réalisé à peine plus de la moitié de sa promesse initiale.